

Vers un changement du climat social et politique ?

Le Medef veut supprimer des jours fériés, abolir le Smic, en finir avec les 35 heures, généraliser le travail du dimanche, systématiser l'intérim, éliminer les syndicats dans les petites entreprises, dissoudre l'inspection du travail, ne plus payer de cotisations patronales... Pour commencer.

Il ne manque plus que l'approbation du gouvernement. Mais de la part de Valls, l'amoureux du patronat, et de son nouveau ministre de l'économie E. Macron, banquier d'affaires, cela ne sera qu'une simple formalité.

La France ne fait pas exception. L'Italie prévoit un nouveau plan d'austérité avec des baisses de salaire de 20%. En Grèce, ils ont déjà été baissé de 30 à 40% et l'Espagne suit la même voie.

On sait ce qui nous attend. A moins que...

Dans les derniers mois, après les luttes des salariés de l'agro-alimentaire en Bretagne, celles en juin et juillet des cheminots et des intermittents, mais aussi plus diffuses de la poste, des hôpitaux, des enseignants ou parents d'élèves, les mobilisations en septembre des pilotes de ligne, des paysans bretons puis du secteur hospitalier le 23 septembre et enfin l'appel de la CGT à la défense de la Sécu le 16 octobre, le climat social et politique est peut-être, insensiblement, en train de changer.

Bien sûr, ces luttes ne sont pas suffisantes pour inverser le rapport de forces. Et personne ne sait si elles en annoncent d'autres. Elles n'en sont pas encore non plus à porter le climat d'exaspération sociale qui traverse le pays. Car la colère, pourtant profonde, est encore impuissante et invisible ne se traduisant que par une multitude de petits débrayages comme il y en a par exemple quasi chaque semaine dans les usines du groupe PSA ou par de nombreuses luttes, mais isolées, contre les licenciements ou les fermetures.

Cependant ces luttes des cheminots, intermittents, postiers, pilotes, paysans ou hospitaliers font entendre ce qui n'est encore qu'un petit filet de voix, mais qui pourrait grandir ; la voix de tous ces salariés de nombreux secteurs touchés par

des attaques analogues sur l'emploi, les conditions de travail, la réduction des budgets, la précarisation, le blocage des salaires... Personne ne peut savoir si ces luttes pourront cristalliser en une seule force cette rage généralisée mais impuissante. On sait seulement qu'alors, elles deviendront politiques très rapidement, vue la haine contre Hollande qu'illustrent les misérables 13% d'opinions en sa faveur.

C'est pour ça que le Medef soutient de toutes ses forces ce gouvernement PS, craignant même qu'un changement de majorité gouvernementale en faveur de l'UMP et encore plus du FN, n'ouvre grand les vannes de la colère contre tous ces défenseurs des riches et de l'austérité pour les pauvres.

Le 23 septembre, les agents hospitaliers appellent à manifester contre l'austérité et le 16 octobre, la CGT appelle à une journée d'action pour la défense de la Sécurité Sociale. Répondons présents, nombreux, pour que les petits ruisseaux de la contestation actuelle se transforment en un véritable fleuve.



On a les noms des fraudeurs. Il manque la volonté de les faire payer

L'évasion fiscale annuelle en France se monte à 80 milliards avec une totalité des avoirs fiscaux français estimée à 600 milliards. On sait qui sont ces fraudeurs. Une bonne partie des grandes familles industrielles françaises résident en Suisse ou en Belgique : AB Groupe, Absorba, Accor, Air Liberté, Auchan, Bata, Bic, Justin Bridou, Bouygues, Carrefour, Chanel, Cristalline, Damart, Darty, Jean Louis David, Décathlon, Dreyfus, Ducros, Elf, Franprix, Guerlain, Daniel Hechter, Hersant, Kiabi, iBazar, Kookai, Leader Price, Mondial Moquette, Norauto, Laurent-Perrier champagnes, Peugeot, Publicis, Saint Yorre, Somfy, Vichy, Vinci... Et puis il y a les hommes politiques qui ne payent pas leurs impôts ou cachent leur argent en Suisse, Cahuzac, Thévenoud, Le Pen...

Les patrons volent à la Sécu 25 milliards par an

La fraude à la Sécurité Sociale de la part des patrons qui ne payent pas leurs cotisations a doublé par rapport à 2007 et s'élèverait aujourd'hui à 20 ou 25 milliards, plus que le trou de la Sécu qui est de 15 milliards. La fraude à Pôle Emploi par les chômeurs serait de 39 milliards. Mais le gouvernement veut bien sûr fliquer d'abord les chômeurs !

Malaise général

Vendredi dernier, une cariste du S1 montage a fait un malaise et a dû être évacuée à l'hôpital. Avant les congés, un poste de cariste avait été supprimé au S1 et, depuis, c'est la galère pour tenir les charges de travail. Il y a une semaine, les caristes du S2 se sont réunis pour protester contre le manque de postes. La direction a répondu en mettant une aide. Mais c'est insuffisant puisque la cariste qui a fait le malaise n'avait même pas le temps de prendre ses pauses. Il faudra se faire entendre encore plus fort.

Arnaud doit revenir

Un camarade de HC3, TA au S2 montage a été mis à pied parce qu'on lui reproche une altercation. Il risque le licenciement. Pourtant tout le monde sait bien qu'avec les charges de travail du S2, le moindre incident peut faire perdre son sang-froid à n'importe qui. Du coup, dans le secteur l'émotion est très forte : Arnaud ne doit pas être licencié.

Mutation vers l'enfer

Depuis le démontage du S1, TA, comme de la nuit, on a été nombreux à se retrouver au S2. Le constat est terrifiant. Les postes sont surchargés à un point inimaginable. Un vent de révolte va-t-il se lever ?

Briefing obligatoire

Au briefing de vendredi dernier en HC1, TA, S2 montage, le RU a menacé de marquer absent tous les salariés qui n'étaient pas au briefing, les accusant de préférer dormir dans les voitures... plutôt que d'écouter des discours à dormir debout !

Magouille sur les contrats

Chez Peugeot, des travailleurs en Contrat Unique d'Insertion sont pris à l'essai depuis le 16 juin. Ils sont payés une misère par Pôle Emploi et le contribuable. Peugeot, lui, ne paye rien. Ils ont l'espoir de décrocher un contrat de 6 mois au bout d'une période d'essai qui s'arrête le 22 septembre. Plus de deux mois à l'essai, gratuitement, c'est mieux qu'en Chine.

Chute du salaire d'octobre

Avec le chômage d'octobre, on va perdre entre 170 et 200 euros pour les embauchés. Les 2 euros d'over-time par jour ne vont pas suffire à combler le vide.

Forgerons sans ronds

En Forge, on a tellement de jours chômés que la fin du mois c'est déjà au début. Le patron dit : pas de travail, pas de ronds. On a bien envie de dire : pas de ronds, pas de travail.

PSA Mulhouse

Les nouveaux travailleurs pauvres

Avec le chômage imposé, en octobre, la paye des intérimaires va tourner autour de 700 euros. Entre le chômage de juin pour certains, presque rien en août pour tous, la moyenne des salaires sur 5 mois ne doit guère dépasser 800 euros. Au début du contrat, Peugeot promettait pourtant 6 mois de travail garanti 35 heures par semaine. Parole de patron, parole de cochon.

Poste destructeur d'intérimaires

En HC1 TA, S2 montage, au poste faisceau volet, 5 intérimaires ont démissionné du poste coup sur coup parce qu'ils n'arrivaient pas à le tenir. Il faudrait y faire passer tous ceux dans la direction qui disent que les gens ne veulent pas travailler.

Les dix dernières minutes, ça ne passe pas

Au S1 Montage, on a droit presque tous les jours à l'over-time. La dernière tranche de travail, de la pause de 18 H 21 jusqu'à 20 H 42 est interminable. Les 10 minutes d'over-time, ce sont les 10 minutes de trop qui font qu'on rentre à la maison, épuisés et dégoutés. Il est temps de se faire entendre, et pas que 10 minutes.

Suppression des retenues

Ces dix minutes passent encore moins parce qu'on nous les impose sans explication et sans aucune logique. On a l'impression qu'on

nous punit, alors qu'en octobre, on aura 10 jours de chômage. Toutes les raisons donc de les refuser.

Attention, ils sont contagieux

Biondaux, le directeur de carrosserie, le directeur du site et celui de CPL, le RF du S2 et celui de la maintenance ont tous quitté l'entreprise sans dire un mot. Il paraît qu'ils seraient mieux payés ailleurs. Personne ne les regrettera.

Le poisson s'ennuie dans son aquarium

Le nouveau directeur de peinture n'a tellement rien à faire qu'il passe sa journée à surveiller les gens qui ne passent pas sur le passage piéton juste en face de son bureau vitré. Il paraîtrait qu'à la maison il passe aussi ses week-end à jouer à régler la circulation avec une panoplie de flic. Une reconversion toute trouvée : qu'il se renseigne, la police municipale embauche.



PSA Mulhouse

Rétrogradés à la plonge

Au Ferrage, mardi dernier, deux trains qui se sont croisés dans une allée trop étroite ont entraîné une rupture de canalisation d'eau. Résultat les RU et RG ont épongé les sols et taquiné la raclette. Bref, un été pourri les pieds dans l'eau et un automne qui ne s'annonce pas mieux.

Un RG mercenaire provoquant

Avant les congès, un salarié du S1, TA, a demandé à aller aux toilettes. A son retour, le RG lui a reproché agressivement d'y aller trop souvent. Pour éviter une sanction, le salarié est retourné à son poste. Et là, le RG a tenté de lui faire un croche pied. Une provocation inacceptable !

Inversion des pôles

La direction organise des forums emplois en lien avec Pôle Emploi. L'un de ces forums concerne des pseudos emplois en Suisse et en Allemagne... sans garantie d'emploi. Pôle Emploi n'est déjà pas capable de trouver des emplois à ceux qui n'en ont pas, pourquoi risquer de perdre le sien ? Pour finir à Pôle Emploi ?

Le plus fort mange le plus faible ?

Depuis plusieurs années, les pigeons au montage font la joie des salariés. Ils ne font aucun mal mais la direction aurait quand même introduit des chats. Quant il y aura trop de chats, vont-ils mettre des chiens, puis des éléphants et des souris ?

Chômage, arnaque sur toute la ligne

Après avoir fait des samedis à la pelle sur la 2008 au S2, le chômage organisé par la direction fait baisser le nombre de jours en positif sur les compteurs qui ne seront donc pas payés en fin d'année. Au S1, ceux qui seront en négatif seront, quant à eux, payés à 73%. Bref tout le monde sera volé.

Malades en juillet = pas d'argent en septembre

Des salariés qui ont été malades en juillet se sont retrouvés sans argent face à la rentrée en septembre. En effet, avec la suppression de la subrogation du NCS, les payes de fin août ont été amputées sans être encore compensées par les indemnités de la Sécu. Et ce ne sont pas les signataires de l'accord NCS qui seront les payeurs.

PSA Poissy

Heures sup. et hausse de productivité = chômage et baisse de salaire

Pour septembre et octobre, il est prévu 24 allongements de séances pour l'équipe de nuit au Ferrage, 10 pour celle en Peinture. En même temps on va passer de 45 à 50 véhicules/heure...

Résultat, 18 jours chômés pour le Système 1 et 19 pour le Système 2 pour septembre, octobre et novembre ; avec donc une baisse de salaire. On sait ce qu'il reste à faire : moins travailler pour être payés plus.

La direction veut faire peur, mais c'est elle qui pourrait avoir peur

Un cariste, militant CGT, a reçu, à son retour de vacances, une convocation à un entretien préalable à licenciement pour avoir protesté contre les mesures aggravant les conditions de travail. Ce n'est pas un cas isolé : les sanctions se multiplient. Depuis deux mois, avec bien d'autres, onze autres syndiqués CGT sont menacés de sanction. Mais avant les vacances nous étions 170 à débrayer contre ces sanctions, et déjà plus de 130 ouvriers ont débrayé dans la nuit de lundi à mardi dernier pour notre camarade. Et ce n'est qu'un début !

PSA Sochaux

Intérimaires, sous-traitants et CDI, tous dans le même bain

À PSA Sochaux, en octobre, le système 2 aura 16 séances chômées. Puis la direction a annoncé la suppression d'une demi-équipe sur la ligne 3008/5008/DS5 à partir du 3 novembre et 300 intérimaires seront mis à la porte. Et ceux de la sous-traitance vont être encore plus touchés. Au printemps, la presse criait victoire ; aujourd'hui bien des ouvriers se demandent si l'usine de PSA Sochaux ne va pas passer elle aussi en monoflux, avec toutes ses conséquences.

Baisse de production = allègement du travail pour tous

Avec la baisse de production du système 2 de 649 à 489 voitures/jour à partir du 3 novembre la tournée A travaillera à mi-cadence avec comme conséquence l'obligation de nombreux salariés à changer de tournée ou à aller sur le système 1. L'allègement des charges de travail pour tous éviterait le licenciement des intérimaires et le travail le samedi.

Suppression du pont du 11 novembre

La direction avait annoncé qu'elle nous prenait un jour d'annualisation ou un jour de RTT pour le pont du 11 novembre. Aujourd'hui elle veut reprendre ce jour et l'imposer le 31 octobre !

Bref, elle fait ce qu'elle veut de nos congés...

PSA Saint Ouen

La direction sommée de s'expliquer

Après bien des suppressions de postes et de nombreux samedis, la direction dit qu'on avait fait trop d'avance et annonce du chômage à répétition de la semaine 37 à la semaine 48 et puis l'arrêt du VSD pour le 3 novembre... Les salariés l'ont mal pris et ont débrayé deux heures pour avoir des explications...

Portes ouvertes, portes fermées

Pour les journées du patrimoine, il y a portes ouvertes sur le site de Saint Ouen. Mais tout le monde craint que ce soit bientôt portes fermées définitivement.



PSA Tremery

Vers la fermeture de Borny ?

Depuis le 1er juillet, les usines PSA de Metz-Borny et de Trémery ont été regroupées au sein d'un seul pôle industriel régional pour supprimer des emplois et aller vers la fermeture de Borny. Les effectifs du pôle, 5 600 salariés, devraient baisser de 80 à 90 salariés par an via des départs volontaires. Mais on peut craindre que ce soit plus au vu des pressions aux baisses d'effectifs partout dans le groupe. La direction avait promis qu'il n'y aurait pas d'autre fermeture qu'Aulnay ?

La direction veut fermer... et fait la fête

La direction fêtait l'anniversaire des 35 et 45 ans des deux usines et la création du pôle régional le 14 septembre. En fait, dans la tête de tout le monde, c'était un enterrement. Personne ne voulait y aller malgré les pressions ou les incitations financières. Une ambiance foireuse !

PEUGEOT MOTOCYCLES

4 semaines de chômage

A Peugeot Motocycles Mandœuvre, on chômera 4 semaines d'ici Noël. Là, on a vraiment les boules.

Groupe PSA

C'est le moment d'exiger des hausses de salaires

Pour le premier semestre, PSA annonce une augmentation de ses ventes de 5,5 %, à 1,54 million d'exemplaires, et le solde de l'argent cash rentré dans les caisses est de 1,7 milliard d'euros. La 308 a été élue produit « industriel de l'année », la 2008 marche d'enfer... La fortune des Peugeot a augmenté de 116% en douze mois atteignant ainsi 1,82 milliard. Le bénéfice du groupe est de 477 millions d'euros et il a un matelas financier de 15 milliards, soit 15000 euros pour chacun des 100 000 salariés du groupe. On les mérite, non ?

Nous faire chômer plus pour payer moins d'impôts

Sur quasiment toutes les usines du groupe, la direction a annoncé du chômage en octobre pour mettre ses stocks au plus bas, optimiser son bilan financier avant le 31 décembre et obtenir ainsi une baisse d'impôts... Une bonne grève lui ferait aussi baisser ses impôts.

Pour chaque départ, l'embauche d'un CDI

Avec le plan senior, ceux de Rennes et d'Aulnay pourront quitter leur poste 5 ans plus tôt. Ils resteront salariés PSA payés à 75 %. Dans les autres sites, ils auront droit à 3 ans, payés à 70 %. La direction veut les remplacer par des contrats financés par l'État, sans garantie d'embauche. Que les anciens veuillent partir

vite, c'est normal ; mais que PSA les remplace par de véritables embauches.

FAURECIA

Faurecia double son bénéfice...

Faurecia a plus que doublé son bénéfice au premier semestre 2014. Son titre en Bourse a été multiplié par trois. Les actionnaires se emplissent les poches. C'est le moment de revendiquer des hausses de salaire.

... et impose l'austérité pour les ouvriers

Voilà les principales mesures annoncées par Faurecia Beaulieu. Modération ou gel des salaires sur 2 ans. Diminution de l'intéressement, de la prime de rentrée et suppression pour les apprentis. Diminution des pauses. Réduction des jours de RTT...

MAHLE BEHR FRANCE

Mahle ne va pas mal

Mahle a acquis 54% du capital de l'équipementier slovène Letrika, 242,5 millions d'euros de chiffre d'affaires, 2 400 salariés. Qu'ils ne viennent pas nous dire que ça va mal...

Renault, Ford et secteur automobile

Renault partage ses profits avec les actionnaires, pas avec les ouvriers

Renault a augmenté ses ventes au plan mondial de près de 5 %, son taux de profit approche les 25 % et les dividendes versés aux actionnaires sont en hausse par rapport aux deux années précédentes. La loi oblige à verser une prime en septembre. Mais la prime a diminué : 100 euros bruts au lieu de 150 euros en 2011 ; ça devait être déjà trop !

Pas de salon de l'auto sans ceux qui ont fabriqué les voitures !

Le salon de l'auto va se tenir à Paris du 4 au 19 octobre. PSA et Renault renouent avec les profits et distribuent des dividendes à leurs actionnaires en conséquence des milliers de suppressions d'emploi, des salaires bloqués, l'intensification du travail, les maladies professionnelles, les pressions, les chantages, le mépris... Les richesses qui vont s'étaler au salon de l'auto ne proviennent que de notre travail, à nous, ouvriers de l'automobile. Et si on faisait entendre une fois de plus notre voix dans cette fête du luxe ?

Les Ford Blanquefort ne lâchent rien !

Les patrons de Ford ont déclaré que Ford à Blanquefort, c'était fini ! Depuis 2008, les ouvriers de montent à Paris avec famille et soutiens. Leur lutte n'est pas finie et leur manifestation au salon de l'auto le samedi 4 octobre sera l'occasion de dire : Ford, PSA, Renault, Toyota et sous-traitants... tous ensemble !

Licencions les licenciés

Une centaine de salariés de Rapp ont manifesté mercredi dernier à Mulhouse contre la mise en liquidation de l'entreprise après l'avoir déjà fait plus nombreux la semaine passée à Strasbourg. Plus de 2 300 salariés sont concernés, 3 700 avec les franchisés et encore plus avec les entreprises de nettoyage, gardiennage, montage de meubles... liées au groupe.

Le même jour, 200 salariés de Caddie ont manifesté à Strasbourg contre les 250 licenciements qui les menacent. Et ce ne sont pas les seuls à être menacés de licenciements dans la région... Il est temps qu'un vent breton se lève sur l'Alsace et tout le pays.